

Japon is back !

La politique étrangère de Shinzo Abe

Céline Pajon

Mercredi 7 mars 2018

Shinzo Abe a poursuivi et amplifié un mouvement de retour du Japon sur la scène internationale, bénéficiant d'une stabilité politique qu'il a réussi à maintenir.

Ce retour s'explique par des facteurs structurants de long terme auxquels Shinzo Abe a apporté sa vision personnelle.

I. Facteurs structurants

Ces facteurs renvoient à la nécessité de répondre à la montée en puissance de la Chine, à la volonté de rester très proche des États-Unis et de prendre une place respectable dans le monde.

A. Contenir la pression chinoise

La pression chinoise, en particulier maritime, dans la zone des îles Senkaku, sous contrôle japonais depuis 1895, mais revendiquées par la Chine et par Taïpei dans les années 1970, inquiète beaucoup le Japon. Lorsque celui-ci veut racheter en 2012 certaines de ces îles, la Chine envoie des navires militaires dans les eaux territoriales qui entourent ces îles selon le principe 4,3, 2 (4 navires garde-côtes, présents 3 fois par mois pendant 2 heures).

L'autre motif d'inquiétude du Japon est la volonté chinoise de transformer le système international à son profit, notamment à travers la Banque d'investissement et d'infrastructures et dans le cadre de l'ambitieux projet des nouvelles routes de la soie.

Le Japon s'efforce d'endiguer l'influence chinoise en maintenant sa présence dans les eaux proches des îles Senkaku et en cherchant à renforcer ses alliances avec les États-Unis et avec certains pays d'Asie.

B. Préserver l'alliance avec les États-Unis

Depuis 1952 le Japon accueille des soldats et des bases militaires américains, surtout à Okinawa. Des forces d'autodéfense japonaises existent mais restent limitées en nombre et sont encore dépendantes des États-Unis. Le Japon achète du matériel militaire américain et souhaite que les États-Unis restent dans cette région. Les forces japonaises s'entraînent avec les troupes américaines.

La campagne présidentielle de Donald Trump axée sur la mise en cause des alliances a inquiété les Japonais. Mais peu après l'élection, le Japon est rassuré par les prises de position de Trump, qui confirme son alliance avec ce pays et affirme son hostilité à l'égard de la Chine et de la Russie. En revanche le Japon regrette l'abandon par les Américains de l'accord commercial

TPP (*Transpacific Partnership*). Le Japon reprend actuellement la main sur cet accord et espère convaincre Donald Trump de le réintégrer.

C. Préserver la présence du Japon dans les institutions internationales

Depuis l'ère Meiji (fin du XIX^{ème} siècle) le Japon veut apparaître comme une puissance qui compte. À partir de 1945 le pays participe fortement aux programmes d'aide au développement (il est premier donateur en 1989) et aux institutions internationales. Il a été élu onze fois membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et voudrait en devenir membre permanent. Il cherche à prendre une place importante dans le maintien de la sécurité internationale.

II. Les contributions de Shinzo Abe

Elles sont marquées par son activisme, par sa vision stratégique et par le choix de certains outils.

A. Activisme

Sur le plan de l'idéologie, Shinzo Abe cherche à faire oublier les erreurs de la guerre, tout en évitant de trop s'excuser pour ce qui a eu lieu alors, notamment vis-à-vis de la Chine et de la Corée. Comme c'est un pragmatique, il donne des gages à ses soutiens conservateurs, en allant, par exemple, honorer les morts du sanctuaire de Yasukuni, mais présente des excuses, en 2015, pour les agissements des troupes japonaises avec les « femmes de confort » étrangères pendant la Seconde guerre mondiale.

Il incarne une nouvelle manière de faire de la diplomatie, en s'impliquant personnellement et en centralisant la prise de décision, notamment par la création d'un Conseil sur les questions de défense. Il met sur pied une véritable diplomatie publique à laquelle il consacre un budget et qui est censée faire contrepoids à la diplomatie publique chinoise.

B. Vision stratégique

Pour faire acquérir intégrité et indépendance à son pays, Abe décide d'accroître les capacités de dissuasion du pays, de développer des moyens pour assurer sa sécurité en Asie, de diversifier ses partenariats et de maintenir son alliance avec les États-Unis.

Le Japon cherche à accroître ses liens avec les pays d'Asie et avec l'Afrique sur la base du bilatéralisme. Les moyens mis en œuvre sont plus modestes que ceux de la Chine, mais les offres sont adaptées et de qualité, notamment dans les infrastructures, avec un souci de préserver l'environnement et de respecter certaines normes sociales. La volonté de faire du commerce, notamment avec l'Afrique, n'est pas absente. Elle est couplée avec le souci de garantir la sécurité de certaines routes maritimes. Déjà en 2007 ces objectifs étaient perceptibles dans le projet intitulé « Arc de liberté et de prospérité », mais, à l'époque, sans l'Afrique.

La volonté de constituer un front contre la Chine s'est incarnée dans la Quadrilatérale qui rassemblait, autour du Japon, les États-Unis, l'Inde et l'Australie. Aujourd'hui Abe souhaite faire revivre cette alliance à quatre qu'il désigne par le terme « Diamant de sécurité ». Son souci est aussi de faire revenir les États-Unis dans l'accord commercial TPP et de faire aboutir un accord commercial avec l'Union européenne.

C. Les outils

Sur le plan de la défense le Japon est actif. Le pays fournit des garde-côtes aux autres pays concernés par la volonté d'hégémonie chinoise en mer de Chine et apporte des aides militaires à certains PED notamment en Asie. En 2014, il accepte d'exporter des matériels militaires, mais ces exportations restent modestes. Parallèlement en 2015 il signe une nouvelle charte de coopération au développement qui permet d'apporter une aide non militaire aux pays.

Il met à disposition ses forces d'autodéfense notamment pour la lutte contre la piraterie. Il possède une base militaire à Djibouti depuis 2011 et a aidé le Sud Soudan entre 2012 et 2017. Mais la tendance récente est plutôt dans le sens du retrait.

III. Un premier bilan

Abe a de bonnes relations avec beaucoup de pays : avec les États-Unis bien sûr, mais aussi avec l'Inde de Modi (il existe un accord de coopération nucléaire civile) et avec la Russie, malgré l'absence d'un traité de paix entre les deux pays, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, et malgré le conflit sur les îles Kouriles pour lesquelles la Russie reste inflexible. Abe sait qu'il peut jouer sur la méfiance de la Russie à l'égard de la Chine pour se rapprocher de la Russie. Les relations du Japon avec l'Allemagne et avec le Royaume-Uni sont également bonnes.

En revanche les relations sont mauvaises avec la Chine, même si Abe est prêt à faire un petit pas vers ce pays, notamment en 2018, à l'occasion de l'anniversaire du traité d'amitié entre les deux pays. Les relations sont évidemment désastreuses avec la Corée du nord dont les tirs de missiles menacent son territoire. À cet égard le Japon s'aligne sur les positions des États-Unis.

Avec la République de Corée les relations sont difficiles en raison du passé. L'accord de 2015 sur les « femmes de confort » a rapproché un peu les deux pays, mais la rancœur subsiste du côté coréen.

Conclusion

Shinzo Abe est un réformateur qui veut rompre avec le modèle d'après-guerre. Il vise à devenir leader dans le sauvetage de l'accord commercial transpacifique et cherche à constituer un axe Inde-Japon qui rééquilibrerait en Asie l'hégémonie chinoise.

Son avenir politique reste incertain. Il est menacé par l'instabilité qui a marqué les dernières décennies. Sa volonté de réviser la Constitution pour atténuer les normes antimilitaristes qui s'y trouvent risque de se heurter au refus des institutions et de la population. Pour amender la constitution dans un sens moins pacifiste, il faut les deux tiers des voix des deux chambres et un référendum. Or beaucoup de députés et une part importante de la population sont pacifistes, ce qui risque d'entraver la réforme voulue par Abe.

Les deux problèmes majeurs de la politique extérieure du Japon sont les relations avec la Chine et avec les deux Corées. Sur le plan économique la croissance reste apathique et le vieillissement de la population hypothèque lourdement l'avenir.

Dans les réponses aux questions Céline Pajon apporte plusieurs compléments :

- La politique extérieure de Abe centrée sur la sécurité et la renaissance d'un certain nationalisme ne peut faire oublier ses difficultés à restaurer la prospérité économique ; dans son premier mandat il laisse de côté les aspects économiques, alors que durant son deuxième mandat il lance le programme des trois flèches (budget, monnaie et réformes structurelles) ; pour l'instant les résultats économiques ne sont pas au rendez-vous ;
- Les accords avec l'Inde se sont notamment concrétisés par le projet de construction d'un chemin de fer à grande vitesse ;
- Le budget militaire du Japon est limité en termes relatifs (1% du PIB) mais équivaut au budget de la France en valeur ; Abe souhaite le faire croître sensiblement dans le futur ;
- La révision constitutionnelle qui permettrait de revenir sur certaines normes antimilitaristes reste très problématique ;
 - Les États-Unis ne sont pas mécontents que le Japon ait pris le leadership dans l'accord commercial TPP ; il est probable que le Japon a opté pour cette démarche avec l'aval des États-Unis qui pourraient finalement reconsidérer leur position ;
 - La catastrophe de Fukuyama n'a pas affaibli le pouvoir des intérêts économiques liés au nucléaire au Japon ; la technologie nucléaire japonaise est exportée en Inde ; le Japon reste très dépendant de ses importations de gaz depuis les États-Unis et la Russie ; le Japon cherche à diversifier ses sources d'énergie ;
 - Le vieillissement de la population est un réel problème pour le Japon, mais Abe pense que l'avance du Japon dans beaucoup de domaines reste un atout pour maintenir le pays comme puissance de premier rang au moins pendant un certain temps ; il fait valoir qu'une population âgée est aussi un atout du fait de l'expérience qu'elle a acquise et que le grand rival, la Chine, est également menacé par le vieillissement ;
 - Le Japon dispose d'un très bon niveau technologique dans le domaine de la robotique, domaine qui, aujourd'hui, constitue un des enjeux essentiels de la croissance de demain ; cet élément pourrait lui permettre de rebondir sur le plan économique.